

(Ench.)

Au cours de ma dernière allocution radiophonique de la campagne plébiscitaire, je disais:

"L'époque actuelle n'est pas une phase ordinaire de notre histoire, car nous sommes en guerre. Le monde entier est dans un état de rapide évolution. Les responsabilités du gouvernement, lourdes en tout temps, le sont plus que jamais aujourd'hui. Pour ma part, si je n'étais convaincu qu'en ma qualité de chef du Gouvernement, je n'ai cessé de jouir de la confiance du peuple qui, à maintes reprises m'a remis au pouvoir, je ne voudrais y demeurer une heure de plus."

Je pourrais faire observer que, en janvier dernier, lorsque M. Churchill posa la question de confiance dans son administration, aucun de ses censeurs n'avait même insinué qu'il dût résigner son poste ou qu'un autre dût prendre sa place. Il jugeait toutefois que la critique dirigée contre lui-même et contre certains aspects de son administration avait atteint un tel point qu'il avait besoin d'une réaffirmation de l'appui de ceux qui, au sein du Parlement, l'avaient investi du pouvoir. Je suis d'avis que, dans un pays démocratique, le chef d'un gouvernement chargé de lourdes responsabilités éprouve en tout temps le besoin d'une telle réaffirmation de confiance, surtout à la veille d'assumer de nouvelles responsabilités.

Je crois que M. Churchill songeait beaucoup à ce sentiment lorsque, en répondant à ses censeurs à la Chambre des communes à Westminster, mardi dernier, il déclara: